

17 JUIN 1953 la mère de toutes les révoltes

Ce matin-là, les Allemands de l'Est descendent dans la rue pour protester contre la situation économique désastreuse du pays. Un mouvement spontané qui donnera lieu à la première insurrection populaire dans le bloc communiste.

PAR GÉCILE LECLERC

Le rêve d'une Allemagne réunifiée

À la Brandenburger Tor, symbolisant la frontière entre l'Est et l'Ouest à Berlin, les manifestants brandissent le drapeau noir, rouge et jaune. Quatre ans après la création des deux Allemagnes, cet acte est une provocation pour le régime.





Bundesregierung, Perilla-Archiv

Berlin, un satellite de Moscou

En pleine guerre froide, les soldats soviétiques veillent au grain en RDA, comme ici, lors de la fête du 1^{er} mai 1953, «jour de combat pour la paix, l'unité et la démocratie du socialisme».

En cette fin du printemps, Walter Ulbricht est loin de se douter que le tout nouveau régime de la République démocratique allemande va se tenir, pendant quelques jours, au bord du gouffre. Le secrétaire général du parti communiste, le SED, ne voit pas que la grogne gronde parmi la population. En quelques heures, un mouvement de grève ouvrier va gagner tout Berlin-Est. La mèche s'allume dans le quartier de Friedrichshain...

15 JUIN 1953 Trop, c'est trop ! Ce lundi matin, les ouvriers du chantier de l'hôpital refusent de se mettre au travail. Ils savent que leur mouvement ne passera pas inaperçu, le pouvoir a besoin d'eux pour reconstruire Berlin encore en ruines, huit ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cela fait plusieurs jours déjà qu'ils parlent de grève. Et les agents de la Stasi, la police politique de renseignements et d'espionnage au service du parti communiste, le savent. Mais pas de quoi s'inquiéter, juge Wilhelm Zaisser, à la tête de cet organisme depuis sa création en 1950. En mai déjà, un millier d'ouvriers ont

cessé de travailler à Leipzig mais ils sont retournés sur les chantiers au bout de quatre jours.

A Leipzig comme à Berlin, on s'insurge contre une mesure adoptée le 14 mai lors du 13^e Plenum du Comité central du SED : une augmentation de 10 % des cadences de travail, sans augmentation de salaire. Difficile à accepter pour les ouvriers est-allemands qui ont déjà du mal à nourrir correctement leurs familles. Car depuis le lancement de la politique de «construction du socialisme en RDA», en juillet 1952, la situation économique du pays s'est considérablement détériorée. En cause : la militarisation forcée, la collectivisation accélérée de l'agriculture et le rationnement des produits alimentaires. Les denrées manquent et les prix s'envolent. Un kilo de beurre coûte 24 marks, pour un salaire moyen de 308 marks. A la crise économique s'ajoutent une surveillance accrue des Eglises et une politique de répression des opposants qui poussent les habitants à fuir pour la RFA voisine. La frontière est encore facilement franchissable, notamment à Berlin, partagée entre la RDA et la RFA. Rien qu'en mars 1953, 31 000 citoyens ont quitté l'Est pour l'Ouest.

Alors, ce lundi matin, Max Fetting accepte d'écrire au gouvernement au nom de ses collègues de travail. Le petit homme chauve, âgé de 46 ans, est représentant syndical. Sur une feuille de papier, il s'adresse au Ministerpräsident, sorte de président du conseil des Ministres, Otto Grotewohl. «Nous attirons votre attention sur le fait que l'augmentation de 10 % des normes de travail est pour nous extrêmement pénible, et nous vous demandons de la retirer. Nous attendons une réponse avant demain midi.» Et pour être certain que la lettre atterrisse bien sur le bureau du président, Max Fetting la porte lui-même, accompagné d'une délégation d'ouvriers, à Otto Grotewohl. Les grévistes distribuent également la lettre sur les autres chantiers de Berlin-Est, notamment sur ceux de la Stalinallee, une des artères principales de la ville en pleine reconstruction. Tous sont confiants. Après tout, le droit de grève est inscrit dans la Constitution de la RDA du 7 octobre 1949. Et puis, le pouvoir a lui-même reconnu, quatre jours auparavant, le 11 juin, que «des erreurs ont été faites dans le passé».

C'est que, sous la contrainte de Moscou, Berlin a dû faire marche arrière et renoncer en partie à sa politique stalinienne. Au début du mois, le 2 juin, le nouvel homme aux commandes en URSS, Lavrenti Beria, a convoqué ●●●

Ulbricht, l'homme à la main de fer

Le 16 juin, Walter Ulbricht, le numéro un du parti communiste est-allemand, refuse de revenir sur l'augmentation des cadences de travail (ici à Moscou, en 1961).

De la grève à la révolte populaire

La foule ne revendique plus seulement des changements économiques mais aussi politiques. Sur cette pancarte, on peut lire «Elections libres».



AFP ImageForum



akg-images